

PHILOSOPHIE

LE DEVOIR DE PHILO

L'hyperlien Hobbes-Harper

Pour le philosophe et le politicien, l'autorité du gouvernement est par définition supérieure à tout autre pouvoir ou volonté du peuple

Régulièrement, *Le Devoir* propose à des professeurs de philosophie et d'histoire, mais aussi à d'autres auteurs passionnés d'idées, d'histoire des idées, de relever le défi de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un penseur marquant. Aujourd'hui, la notion d'autorité politique.

CHRISTIAN NADEAU
Professeur de philosophie
Université de Montréal

On se souviendra du gouvernement Harper comme d'une instance autoritaire et pratiquant la culture du secret. Devant la puissance de son pouvoir, toute dissidence est passée sous silence. Harper dispose de prérogatives dont il use et abuse comme bon lui semble.

C'est ainsi que, envers et contre tous, le gouvernement fédéral ne demandera pas le r a p a r t i e m e n t d'Omar Khadr. En outre, comme chacun le sait, Harper a décidé de proroger les travaux du Parlement jusqu'au 3 mars 2010. Le prétexte affiché était la tenue des Jeux olympiques d'hiver.

Personne, à moins de pratiquer le culte de la naïveté, n'a pu croire une telle explication. Non seulement cette décision met en danger un grand nombre de projets de loi, mais plus encore, toute surveillance du gouvernement au sein du Parlement est rendue impossible.

Enfin, *last but not least*, cette décision dissout l'ensemble des comités parlementaires pour plusieurs mois.

Les effets de la prorogation se feront sentir au-delà du 3 mars. Nous avons de bonnes raisons de croire que ces travaux ne reprendront pas avant mai, s'ils ne sont pas morts au feuilleton auparavant. Le plus grave est très

Le plus étonnant, ce n'est pas tellement les récentes décisions autoritaires du gouvernement, mais la faible réaction de la société civile canadienne, qui tarde à ouvrir les yeux sur ces pratiques

certainement la mise entre parenthèses du comité sur l'Afghanistan, dont le gouvernement avait beaucoup à craindre et qu'il a décidé de faire taire, espérant peut-être que l'éclat de quelques médailles d'or ferait oublier le sort des prisonniers afghans torturés.

Il ne faut pas s'y tromper. Il ne s'agit pas de maladroites qu'on pourrait expliquer par un manque d'expérience politique. Il y a derrière ces manœuvres une véritable philosophie dont on peut retrouver les origines. Tout indique que le gouvernement Harper agit selon une conception hobbesienne de l'autorité politique.

Entendons-nous bien: Harper et les membres de son gouvernement n'ont peut-être même jamais lu Hobbes, ou très peu. Quel rapport peut-il y avoir entre une des plus grandes œuvres de l'histoire de la philosophie politique et les manœuvres politiques de Stephen Harper? Ce lien est à trouver dans leur conception commune de l'autorité politique.

Pour Hobbes et Harper, l'autorité politique du gouvernement est par définition supérieure à tout autre pouvoir ou volonté du peuple. Le pluralisme, la démocratie, la liberté d'expression n'ont de sens que s'ils n'empêchent pas le bon fonctionnement du gouvernement, ce dont celui-ci est en définitive le seul juge.

Ce qui compte est la puissance de l'État, condition première de la sécurité des individus qui s'y soumettent. Tous doivent agir comme un seul, lequel est

incarné par l'autorité politique du pouvoir en place. Attention: il ne s'agit pas de dictature, mais d'une conception très forte des prérogatives du pouvoir. Mais comment justifier une telle conception de l'autorité?

Thomas Hobbes
(1588-1679)

Dans le *Léviathan* (1651), Hobbes soutient la thèse de l'égalité naturelle des hommes. La nature a fait les hommes égaux quant aux facultés du corps et de l'esprit.

En d'autres termes, même le frère David peut l'emporter sur Goliath. L'égalité de tous fait en sorte que chacun, même le plus faible en apparence, possède un espoir d'atteindre ses fins.

Il est rationnel pour lui de rechercher son intérêt même lorsque les obstacles semblent insurmontables. Dès lors, nous dit Hobbes, chacun

est une menace potentielle pour autrui.

La peur de tous à l'égard de chacun dominera les rapports sociaux, poursuit Hobbes, tant et aussi longtemps que cette même peur n'est pas remplacée par la crainte à l'égard d'un pouvoir commun auquel tous les individus seraient soumis.

Autrement dit, sans artifice politique, ou dans ce que Hobbes nomme l'état de nature, l'homme est un loup pour l'homme. Inversement, un pouvoir politique auquel tous sont soumis fait apparaître l'espoir d'une paix sociale. Le moyen pour nous empêcher de nous nuire mutuellement est de nous départir de notre liberté d'agir et de

transmettre nos droits à une personne tierce, soit le pouvoir politique, ou ce que Hobbes nomme le Léviathan, en référence au démon mythologique de la Bible.

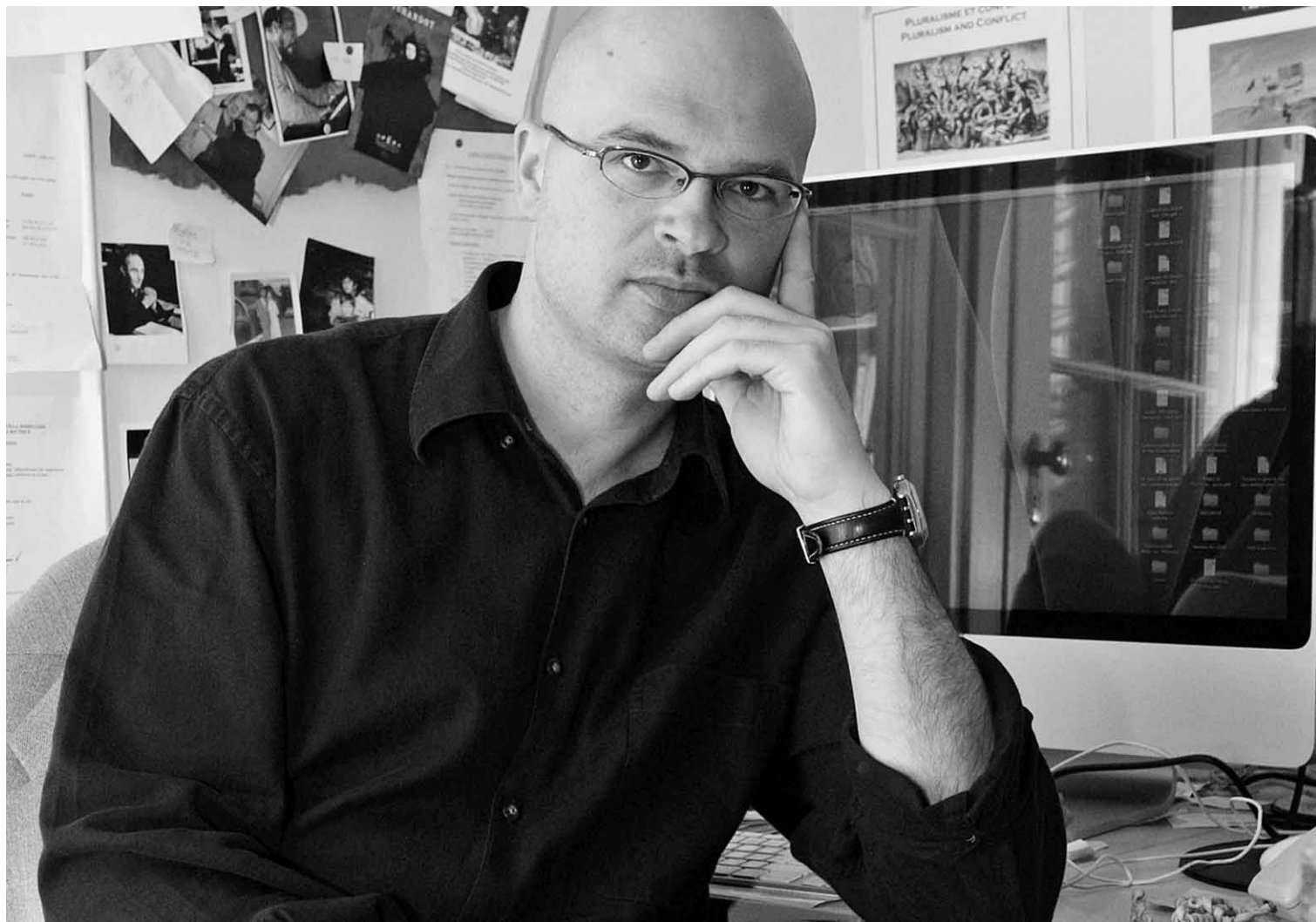
Pour Hobbes, la liberté se définit en termes négatifs. La liberté est l'absence d'obstacles. Certes, nous priver de cette liberté est contraire à ce que nous sommes.

Mais nous sommes aussi tous poussés, toujours selon Hobbes, par une motivation qui nous gouvernerait tous, le désir de survivre. Ce désir ferait même l'objet d'une loi non écrite, ou loi de nature, qui nous empêcherait d'agir de façon telle à nous mettre nous-mêmes en danger. Cette loi nous oblige à un rapport de compétition les uns contre les autres en vue de notre survie.

Mais, pense Hobbes, il s'agit là d'une mauvaise compréhension de ce qui est essentiel à notre survie. Si nous étions vraiment rationnels, alors nous verrions que le meilleur moyen de survivre est d'abdiquer nos libertés à l'égard d'une puissance externe, indépendante et souveraine.

Cette autorité n'aurait pas de compte à rendre à ceux qu'elle gouverne, sinon pour ce qui touche notre survie, puisque c'est la raison même pour laquelle nous lui concédons tous nos droits. Il ne s'agit pas, pour Hobbes, de justifier la dictature, mais d'expliquer la nécessité de notre obéissance inconditionnelle, si nous voulons poursuivre nos fins sans entrer dans une rivalité fratricide.

Notre obéissance doit aller



Christian Nadeau: «Pour Hobbes et Harper, le pluralisme, la démocratie, la liberté d'expression n'ont de sens que s'ils n'empêchent pas le bon fonctionnement du gouvernement, ce dont celui-ci est en définitive le seul juge.»

à un être distinct de ce que nous sommes, le Léviathan, qui ne répondrait pas aux mêmes règles que nous tous, ce qui lui permettrait d'arbitrer nos rapports antagoniques sans faire partie lui-même du conflit. Si le Léviathan devait posséder les mêmes pouvoirs que nous, il ne serait rien d'autre qu'un acteur de plus au sein de cette lutte de tous contre tous. Il faut au contraire une autorité extérieure et indépendante.

Ce raisonnement devrait nous conduire à admettre non seulement la souveraineté entière du gouvernement, mais l'impossibilité de remettre en cause ses actes et ses décisions. Le souverain seul est législateur, ce qui signifie que lui seul n'est pas soumis à ses propres lois. Plus encore, poursuit Hobbes, lui seul est l'interprète de sa loi car l'autorité, et non la vérité, fait la loi (*Auctoritas, non veritas, legem facit*).

L'affaire Colvin et le rapatriement de Khadr

À titre d'exemple du style hobbesien du gouvernement Harper, il faut rappeler la sinistre affaire de transfert des prisonniers effectué par l'armée canadienne vers les autorités policières et militaires afghanes.

Nous le savons, Richard Colvin, qui a occupé des fonctions diplomatiques en Afghanistan d'avril 2006 à octobre 2007, dit avoir envoyé une quinzaine de rapports à divers hauts responsables politiques et militaires, afin de les mettre en garde contre ces transferts en raison des risques élevés de torture des prisonniers.

Sans surprise, le pire s'est produit, soit une torture quasi systématique des prisonniers, indépendamment de leur statut. Personne n'est donc à l'abri en Afghanistan, le comble pour une population que nous prétendons protéger contre les fureurs talibanes. Le gouvernement s'est empressé de discréditer Colvin et a accusé l'opposition, qui cherche à en savoir plus, d'insulter l'honneur des militaires canadiens.

La décision du gouvernement de ne pas demander le rapatriement d'Omar Khadr va dans le même sens.

Là encore, malgré le concert de protestations, malgré toutes les évidences, le gouvernement s'abrite derrière de futilités juridiques pour affirmer

haut et fort ses prérogatives, et cela, en bafoyant sa responsabilité première, celle d'assurer la défense de tous les Canadiens, quels qu'ils soient.

Obéir ou réagir ?

Le plus étonnant, à l'heure actuelle, n'est pas tellement les récentes décisions autoritaires du gouvernement. Le plus étonnant est la faible réaction de la société civile canadienne, qui tarde encore à ouvrir les yeux sur les pratiques de ce gouvernement. Si nous nous limitons au conflit en Afghanistan, depuis des années, la population canadienne laisse agir ce gouvernement et notre armée comme s'il s'agissait de leur guerre, et non de la nôtre.

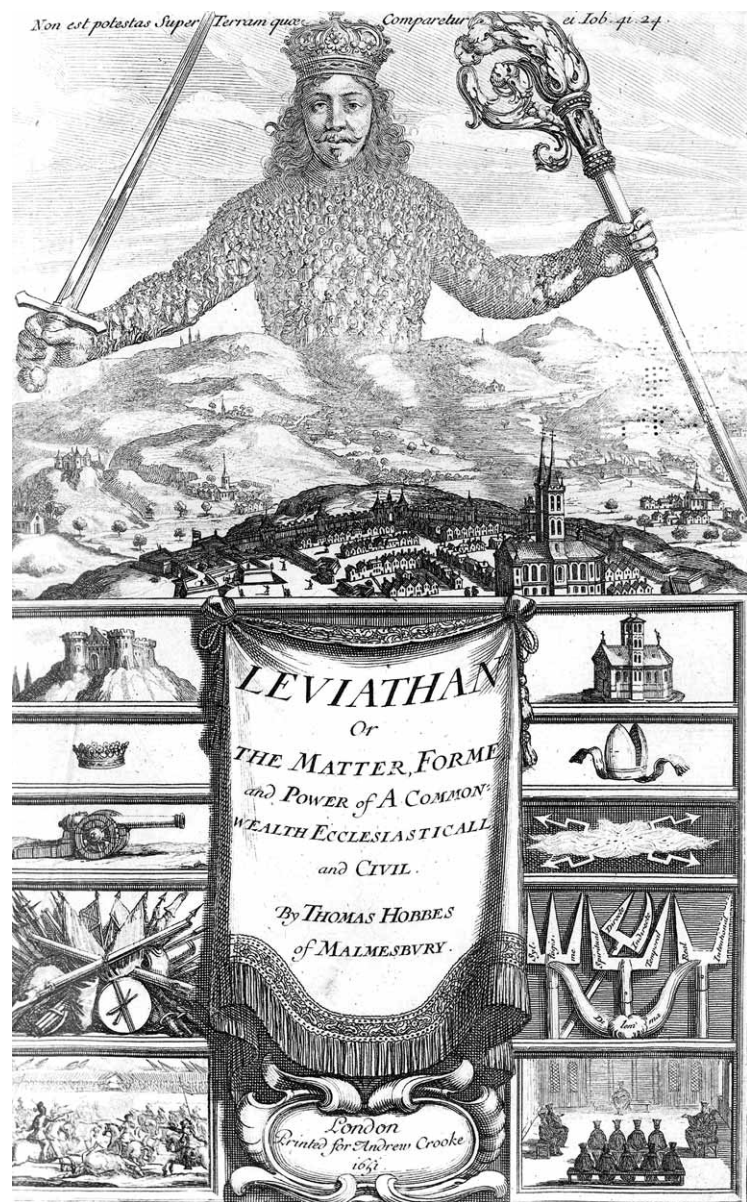
Or, si l'armée canadienne est complice de crimes de guerre, l'armée agit sous la direction du gouvernement, et nous sommes tous complices du gouvernement canadien. Dans cette histoire, la relation causale entre notre citoyenneté et le sort des prisonniers torturés semble trop incertaine aux yeux du public.

Et pourtant, de la même façon que le gouvernement se lave les mains du sang des prisonniers en reportant la faute sur les autorités afghanes, de la même façon nous nous dissolvons des Harper et autres Peter MacKay sans tenter d'agir sur eux. Il faut le rappeler encore et encore: ce que ce gouvernement fait, nous le faisons. Que nous le voulions ou non, que Harper s'y oppose ou non, nous sommes imputables de notre gouvernement.

Il est impératif de s'opposer à cette conception hobbesienne du pouvoir. Déléguer des fonctions ne revient pas à nous départir de nos responsabilités. Depuis des années, la population canadienne laisse ce gouvernement jouer avec le pouvoir comme s'il n'avait aucun compte à rendre à personne, ce qui favorise l'apathie de la société civile. Or, nous ne sommes pas au service du gouvernement, le gouvernement est à notre service.

Notre responsabilité à tous

Au sujet du scandale des tortures, le gouvernement Harper cherche à diminuer son imputabilité en prétextant à la fois le secret des opérations militaires et la complexité des enjeux diplomatiques en présence. Sa nouvelle arme est la prorogation du Parlement et la suspension



Dans le *Léviathan* (1651), Hobbes soutient la thèse de l'égalité naturelle des hommes. La nature a fait les hommes égaux quant aux facultés du corps et de l'esprit. En d'autres termes, même le frère David peut l'emporter sur Goliath. L'égalité de tous fait en sorte que chacun, même le plus faible en apparence, possède un espoir d'atteindre ses fins.

des comités. Mais un crime de guerre reste un crime de guerre qu'il faut dénoncer. Les partis d'opposition réclament à juste titre la création d'une enquête publique.

La société civile doit manifester son appui à une telle demande. Elle a aussi le devoir de dénoncer la prorogation du Parlement, à l'heure où l'un de ses comités joue un rôle décisif pour notre identité morale. Enfin, elle doit dénoncer encore et encore la décision de ne pas exiger le rapatriement d'Omar Khadr.

Nous ne pouvons pas baisser les bras et laisser Harper bâillonner l'opposition, qu'elle soit au Parlement ou au sein de la société civile. Si nous n'intervenons pas maintenant pour dénoncer ce gouvernement, il y a fort à parier que la culture du secret et le cynisme politique

perdurera, quel que soit le parti au pouvoir.

Un débat de fond est maintenant nécessaire sur les prérogatives du gouvernement canadien. Nous ne pouvons plus oublier que ce gouvernement a été élu et doit se comporter comme une instance démocratique.

Il en va de notre responsabilité à tous de l'exiger; nulle légitimité du gouvernement sans vigilance constante des citoyens.

Des suggestions, des commentaires? Écrivez à Antoine Robitaille: arobitaille@ledevoir.com. Pour lire ou relire les anciens textes du *Devoir d'histoire*: http://www.ledevoir.com/societe/devoir_philo.html#.